

Onze ans de prison pour une militante iranienne des droits de l'homme

mardi 11 janvier 2011, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 10 janvier 2011).

La justice iranienne a condamné l'avocate Nasrin Sotoudeh à onze ans de prison pour son action en faveur des droits de l'homme, allongeant la liste des personnalités lourdement condamnées après les troubles ayant suivi la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad.

L'avocate iranienne Nasrin Sotoudeh, arrêtée en septembre 2010, a été condamnée à onze ans de prison et à vingt ans d'interdiction d'exercer son métier et de quitter l'Iran, a annoncé son mari, Reza Khandan, lundi 10 janvier. Elle a vingt jours pour faire appel.

M^{me} Sotoudeh a été reconnue coupable « d'actions contre la sécurité nationale, propagande contre le régime et appartenance au Centre des défenseurs de droits de l'homme » iranien, un groupe de défense des droits humains fondé par le Prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, a-t-il ajouté. M^{me} Ebadi, devenue l'une des bêtes noires du régime iranien, avait manifesté en décembre devant le siège européen de l'ONU à Genève pour demander la libération de M^{me} Sotoudeh, alors en grève de la faim pour protester contre son arrestation et ses conditions de détention.

CONDAMNÉE POUR AVOIR DONNÉ DES INTERVIEWS

Longtemps engagée dans la défense de jeunes condamnés à mort pour des faits commis alors qu'ils étaient mineurs, M^{me} Sotoudeh, 45 ans, a défendu de nombreux opposants au pouvoir iranien arrêtés après la réélection contestée de M. Ahmadinejad en juin 2009. Le résultat du scrutin, entaché de fraudes massives selon l'opposition réformatrice, a provoqué plusieurs mois de manifestations dans tout le pays, sévèrement réprimées par le pouvoir qui a arrêté des milliers de personnes et en a condamné des centaines.

Pendant cette période, Nasrin Sotoudeh a représenté Shirin Ebadi, qui a quitté l'Iran à la veille du vote de 2009. Elle a également défendu de nombreux inconnus arrêtés lors des manifestations. Le mari de M^{me} Sotoudeh a précisé que son épouse avait été accusée d'avoir donné des interviews à des médias étrangers. « Elle a évoqué les cas qu'elle défendait et parfois informé le public de certains vices de procédure. Elle n'a insulté personne et s'est toujours montrée modérée dans ses déclarations. Ce n'est pas un crime », a-t-il déclaré.

La France a appelé à sa libération ainsi que celle de Shiva Nazar-Ahari, autre militante des droits de l'homme condamnée samedi en appel à quatre ans de prison et 74 coups de fouet pour être une « ennemie de Dieu » (« moharebeh »).

P.-S.

* LEMONDE.FR avec AFP | 10.01.11 | 16h26.